



Tiphaine ROMBAUTS-CHABROL

Maître de conférences des universités
Section 02 Droit public
Université de Perpignan Via Domitia

*Membre du Centre de droit économique et du développement Yves Serra
(CDED YS - UR 4216, Université de Perpignan Via Domitia)*

*Chercheur associé au Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier
(CREAM - UR 2038, Université de Montpellier)*

Fonctions universitaires

Depuis 2015 Maître de conférences à l'Université de Perpignan Via Domitia
2015 Qualification aux fonctions de maître de conférences (CNU, Section 02)
2012-2014 ATER en droit public à l'Université Montpellier 1
2009-2012 Doctorant contractuel chargé d'enseignement à l'Université Montpellier 1

Cursus universitaire

DOCTORAT en droit public

2014, Université de Montpellier (CREAM, EA 2038 et ED 461).

Mention Très honorable avec les félicitations du jury et proposition aux prix de thèse.

Thèse : *L'intérêt public local*, soutenue le jeudi 16 octobre 2014 devant M. le Pr. Jean-François Brisson (université de Bordeaux, rapporteur), Mme le Pr. Laëtitia Janicot (université de Cergy-Pontoise, rapporteur), Mme Christine Maugüé (Conseiller d'Etat), Mme le Pr. Marion Ubaud-Bergeron (université de Montpellier, présidente), M. le Pr. Guylain Clamour (université de Montpellier, directeur de thèse).

MASTER en droit public général

2009, Université Montpellier 1 (CREAM, EA 2038)

Mention Très bien, Major de promotion.

Parcours « Droit administratif et science administrative ».

Mémoire de recherche en Master 2 : *Les subventions des collectivités territoriales aux associations* (dir. : Mme le Pr. Emmanuelle Marc).

Mémoire de recherche en Master 1 : *L'office du juge du référé précontractuel* (dir. : Mme le Pr. Emmanuelle Marc).

DIPLOME D'UNIVERSITE Théorie et philosophie du droit

2007, Université Montpellier 1 (CERCOP, EA 2037)

Mention Assez bien.

LICENCE en droit

2007, Université Montpellier 1,

Mention Bien. Licence 1 et Licence 2 réalisées à l'Université de Nice Sophia-Antipolis.

BACCALAUREAT général

2003, Académie de Versailles.

Mention Bien. Spécialité Littéraire, option Art dramatique.

Prix et distinctions

Prix spécial du jury du Prix de thèse du Sénat | 2015

Doté d'une publication aux éditions Dalloz, collection « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle »

Prix de thèse de l'École doctorale Droit et science politique | 2015

Université de Montpellier (ED 461), doté d'une subvention.

Prix du Conseil régional Languedoc-Roussillon | 2009

Grand prix de la Faculté de droit de Montpellier pour le mémoire de Master 2 « Les subventions des collectivités territoriales aux associations »

Activités académiques

▪ **Responsabilités administratives et pédagogiques**

- Responsable pédagogique au sein de la Licence professionnelle B.U.T. Carrières Juridiques (2023-) | *Université de Perpignan Via Domitia*.
- Administrateur provisoire du département Carrières juridiques (2021-2022) | *Université de Perpignan Via Domitia, Institut universitaire de technologie*.
- Chef du département Carrières juridiques (2018-2020) | *Université de Perpignan Via Domitia, Institut universitaire de technologie*.
- Directeur des études du D.U.T. Carrières juridiques (2016-2018) | *Université de Perpignan Via Domitia, Institut universitaire de technologie*.

▪ **Participation aux jurys**

- Membre rapporteur de comités de sélection pour le recrutement de Maîtres de conférences en droit public : Université Grenoble-Alpes (2016, 2018), Université de La Réunion (2016).
- Membre de comités de sélection pour le recrutement d'ATER à l'Université de Perpignan Via Domitia en qualité de rapporteur (2016, 2017, 2021, 2023) ou de président (2020).
- Participation aux comités de suivi individuel de thèses (CDED YS - UR 4216).
- Président de jurys du Baccalauréat général et technologique de l'académie de Montpellier.

▪ **Autres activités**

- Chargé de mission auprès du Directeur de l'IUT de Perpignan : réalisation d'un audit interne relatif à l'organisation et au fonctionnement des départements pédagogiques (2020-2022).
- Membre de l'Assemblée des chefs de départements Carrières juridiques (2016 à 2022).
- Membre d'équipes de leçons de 24 heures du concours national d'agrégation en droit public.
- Adhérent de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA).

Activités pédagogiques

▪ ***Enseignements actuels***

IUT de Perpignan | LICENCE PROFESSIONNELLE *B.U.T. Carrières Juridiques*

- Droit constitutionnel 1 - *Théorie générale* (CM - depuis 2015)
- Droit constitutionnel 2 - *Histoire constitutionnelle et V^e République* (CM - depuis 2015)
- Institutions publiques 1 - *Les institutions internationales et européennes* (CM - depuis 2021)
- Institutions publiques 2 - *Les institutions administratives* (CM - depuis 2021)
- Droit administratif général (CM - depuis 2015)
- Droit public des associations (CM - depuis 2023)

IPAG de Montpellier | MASTER 2 *Administration publique, Carrières supérieures de l'État*

- Sociologie administrative (CM - depuis 2021)

ENCCRF - IPAG de Montpellier | LICENCE *Administration publique - Prépa Talents*

- Exposé-discussion (TD - depuis 2022)

▪ ***Enseignements antérieurs***

IUT Carrières juridiques de Narbonne | DUT *Carrières Juridiques*

- Droit pénal général (CM - 2016-2020)
- Introduction générale au droit (CM - 2017-2018)
- Droit public approfondi (Option *Administration publique*, de 2015 à 2022).

UFR des Sciences Juridiques et Économiques de Perpignan | MASTER 2 *Administration publique*
- Action publique et démocratie locale (CM - 2015-2018 selon ouverture, cours partagé avec M. Leroy).

Faculté de Droit et Science politique de Montpellier | COLLEGE DE DROIT *Séminaires de printemps*
- Excès de pouvoir et intérêt à agir (2021)
- Questions actuelles de police administrative (2020)
- Renouveau du recours pour excès de pouvoir (2019)

IPAG de Montpellier | MAITRISE *d'Administration publique*
- Autorités administratives indépendantes (CM - 2010-2012, avec M. le Pr. J.-L. Autin et Mme le Pr. P. Idoux).

Faculté de Droit et Science politique de Montpellier | TRAVAUX DIRIGES 2009-2014
- Droit constitutionnel général (L1 - 2 ans, Pr. M. Clapié)
- Droit administratif général (L2 - 5 ans, Pr. E. Marc et Pr. G. Clamour)
- Contentieux administratif (L3 - 4 ans, Pr. M. Ubaud-Bergeron, Pr. P. Idoux et M. B. Tardivel)
- Droit des contrats administratifs (M1 - 2 ans, Pr. E. Marc)
- Droit de l'urbanisme (M1 - 2 ans, M. F. Barloy)

▪ **Direction de mémoires de recherche**

- Mme Chérazade Metlas, *La politique immobilière de l'État : approche de sociologie administrative* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2022-2023.
- Mme Maysoun Korhili, *Les Maisons France services* – Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2022-2023.
- Mme Eloïse Charvat-Niel, *La participation du public étudiant aux décisions de l'administration universitaire* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2022-2023.
- M. Aurélien Gieules, *Performance et fonction publique* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2021-2022.
- Mme Marie-Julie Doléac, *Esprit de corps dans la fonction publique : esprit de corps, esprit de classe* - Master 2 Administration publique, parcours Carrières supérieures de l'État, université de Montpellier (IPAG), 2021-2022.

▪ **Direction de rapports de stages**

En Licence professionnelle B.U.T. Carrières juridiques (ex-DUT Carrières juridiques) :
encadrement des stages, direction des rapports de stage de 2^e et 3^e année, participation aux jurys de soutenances. Entre 10 et 15 étudiants encadrés chaque année (depuis 2015).

▪ **Alternance**

Suivi et tutorat pédagogique d'étudiant(e)s en alternance en administrations, entreprises ou associations dans le cadre de la Licence professionnelle B.U.T. Carrières juridiques (3^e année) de l'Université de Perpignan Via Domitia.

- 2023-2024 : 5 alternant(e)s suivi(e)s : 2 en DDFiP, 1 en Préfecture, 2 en entreprises.

Activités scientifiques

▪ *Responsabilités scientifiques*

- Membre élu du conseil de laboratoire du CDED YS - UR 4216, Université de Perpignan Via Domitia (depuis 2022).
- Référent « Science ouverte » du CDED YS - UR 4216, Université de Perpignan Via Domitia (depuis 2023).

▪ *Organisation de manifestations scientifiques*

- *La préférence locale* (projet) | Perpignan - 2025. Codirection avec le Pr. Mathieu Doat. Projet de colloque de l'Association française de droit des collectivités locales (AFDCL), CDED YS (UR 4216, Université de Perpignan Via Domitia).

▪ *Interventions aux colloques, séminaires et journées d'étude*

- *Associations et droit public* | Lyon - 2024. C. Meurant, C. Roux (dir.), EDPL (EA 666), Université Jean-Moulin Lyon 3, 11 et 12 janvier 2024.
- *La décision administrative au prisme des intérêts* | Perpignan - 2023. R. Radiguet, L. Ragimbeau (dir.), CDED YS (UR 4216), Université de Perpignan, 17 novembre 2023 - actes publiés à la *RDP* (éd. Lextenso) en 2024.
- *De la sobriété énergétique dans le droit* | Orléans - 2023. C. Guillerminet, S. Lacroix-De Sousa (dir.), CRJ Pothier, Université d'Orléans, 2 juin 2023 - actes publiés dans *Energie Environnement Infrastructures* (éd. LexisNexis) en 2023.
- *Le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé* | Montpellier - 2023. F. Savonitto (dir.), CERCLE (Université de Bordeaux), AFDC, Université Paul Valéry Montpellier 3, 10 mars 2023, actes publiés au *JCP A* (éd. LexisNexis) en 2023.
- *Le contentieux climatique : un nouveau procès administratif* | Montpellier - 2022. F.-X. Fort (dir.), Université de Montpellier, CREAM (EA 2038, Montpellier), 25 mars 2022, actes publiés à la *RJE* 2022.
- *Sécurité des activités et protection des patrimoines* | Perpignan - 2019. A.-M. Mamontoff (dir.), université de Perpignan, 9 décembre 2019, Programme de recherche-action CRESEM (EA 7397, Perpignan) et CERDACFF (EA 7267, Nice) avec le soutien du LERSEM/IRSA (EA 4584, Montpellier 3) - actes publiés en 2021.
- *La fin des communes ?* | Perpignan - 2019. M. Doat, J.-F. Calmette (dir.), Université de Perpignan, 7 juin 2019, CDED (EA 4216, Perpignan) - actes publiés en 2020.
- *La protection de l'environnement dans la loi d'orientation des mobilités : regards croisés droit public - droit privé* | Narbonne - 2019. R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, 25 septembre 2019, CDED (EA 4216, Perpignan) - actes publiés à la *RJE* en 2020.
- *Le droit au juge à l'épreuve du contentieux administratif de l'urbanisme* | Narbonne - 2019. M. Morales, R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, 14 mars 2019, CDED (EA 4216, Perpignan), CREAM (EA 2038, Montpellier) et IMH (EA 4657, Toulouse 1) - actes publiés au *JCP A* (éd. LexisNexis) en 2019.

- *2^e matinée de l'urbanisme et de l'immobilier* | Narbonne - 2016. S. Chatry (dir.), Université de Perpignan, 13 octobre 2016, CDED (EA 4216, Perpignan) - objet d'une étude publiée au *JCP A* (éd. LexisNexis) en 2017.
- *Le droit à la non-discrimination et les collectivités territoriales* | Paris - 2016. C. Le Bris-Hervé (dir.), Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 29 et 30 juin 2016, ISJP (UMR 8103, Paris 1), CNRS, ANR, Projet « Glocal » - actes publiés dans une série d'ouvrages (éd. Mare & Martin) en 2021.

- ***Participations aux ouvrages collectifs et projets de recherche collective***

- *Le droit des mobilités* | 2023 - L. de Fontenelle, S. Martin (dir.), Chaire E2S UPPA MOVE, Université de Pau et des Pays de l'Adour, CNRS, éd. LexisNexis à paraître en 2023.
- *Le contentieux climatique* | 2021 - CREAM, MUSE (Montpellier Université d'Excellence), F.-X. Fort (dir.) - premier dossier paru au *JCP A* en 2021 - second dossier paru à la *RJE* en 2022.
- *Dictionnaire juridique du changement climatique* | 2021 - A. Jézéquel, J. Jouzel, B. Lormeteau, A. Michelot, M. Torre-Schaub (dir.), coll. ISJPS, vol. 69, éd. Mare & Martin, Paris, 2022.
- *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020* | 2020 - R. Radiguet, M. Boul (dir.) - coll. Colloques et essais, vol. 139, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, LGDJ Lextenso.
- *Dictionnaire juridique des outre-mer* | 2020 - G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.) - éd. LexisNexis.
- *Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT)* | 2018 - GRALE (GIS-CNRS), N. Kada, H. Wollmann, V. Donier (dir.) - éd. Le Moniteur.
- *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation* | 2017 - V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada, R. Pasquier (dir.) - éd. Berger-Levrault.

- ***Conférences et communications individuelles non publiées***

- « Une suite armoricaine. Intérêt public local, liberté du commerce et de l'industrie et commande publique », conférence-débat autour de l'arrêt CE, ass., 30 déc. 2014, *Société Armor SNC*, conférence du Magistère de Droit public des affaires, Montpellier, 25 février 2015.
- « Occupations privatives des propriétés publiques et concurrence », actualité du droit public de la concurrence et des contrats administratifs, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, mars 2012.
- « Un an de droit public économique », chronique panoramique et focus sur les sociétés publiques locales et l'urbanisme commercial, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, décembre 2010, puis dans le cadre des conférences du Magistère de droit public des affaires, Montpellier, janvier 2011.
- « La conduite par l'État de la décentralisation : le diable est dans les détails », à propos du rapport public thématique de la Cour des comptes *La conduite par l'Etat de la décentralisation* de 2009, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, décembre 2009.

- « Actualité de l'exception *in house* : résurrection ou instrumentalisation ? », à propos de l'arrêt CJCE, 13 nov. 2008, *Coditel Brabant SA*, aff. C-324/07, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, janvier 2009.

Publications

▪ **Ouvrages**

- *L'intérêt public local*, Thèse de doctorat - Préface de M. Gérard Larcher (Président du Sénat), Avant-propos de M. Guylain Clamour (Professeur à l'université de Montpellier, Directeur du CREAM), collection « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle », Paris, 558 p., éd. Dalloz, mars 2016.
- *Droit administratif - L'activité administrative*, coll. Carnet d'entraînement - Droit (dir. M. Jaoul), Gualino, Lextenso éd., Paris, 2016, 92 p.
- *Droit administratif - Le contrôle de l'administration*, coll. Carnet d'entraînement - Droit (dir. M. Jaoul), Gualino, Lextenso éd., Paris, 2016, 88 p.

▪ **Fascicules d'encyclopédies à mise à jour périodique**

- *Le Lamy Associations*, Étude 250 « Activité agréée », mise à jour juin 2024, à paraître.
- *Le Lamy Associations*, Étude 254 « Association cocontractante des pouvoirs publics », mise à jour mars 2024, à paraître.
- *Le Lamy Associations*, Étude 256 « Associations gestionnaires d'activités publiques », mise à jour avril 2024, à paraître.

▪ **Notices de dictionnaires et encyclopédies**

- « Loi d'orientation des mobilités », in M. Torre-Schaub, B. Lormeteau, A. Jezequel, A. Michelot (dir.), *Dictionnaire juridique du changement climatique*, coll. ISJPS, vol. 69, éd. Mare & Martin, 2022.
- « Identité législative » in G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, éd. LexisNexis, 2021, p. 263 et p. 504.
- « Spécialité législative » in G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire juridique des outre-mer*, éd. LexisNexis, 2021, p. 263 et p. 504.
- « Association », in V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada, R. Pasquier (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, éd. Berger-Levrault, février 2017, p. 86.

▪ **Études et contributions**

- « La décision, dans quel(s) intérêt(s) ? La motivation. », actes du colloque : *La décision administrative au prisme des intérêts*, R. Radiguet et L. Ragimbeau (dir.), CDED YS (UR 4216), Université de Perpignan Via Domitia, nov. 2023, *RDP 2024* à paraître.
- « La sobriété énergétique imposée par le délestage », actes du colloque : *De la sobriété énergétique dans le droit*, C. Guillerminet, S. Lacroix-De Sousa (dir.), Université d'Orléans,

CRJ Pothier (EA 1212, Orléans), juin 2023, *Énergie - Environnement - Infrastructures 2023*, n° 8-9, étude 6.

- « Une liberté fondamentale : une révolution ? », actes du colloque : *Le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé*, F. Savonitto (dir.), Université Paul Valéry Montpellier 3, CERCCLÉ (EA 7436, Bordeaux), AFDC, mars 2023, *JCP A*. 2023, étude 2231.
- « L'enjeu de l'accessibilité territoriale », in L. de Fontenelle, S. Martin (dir.), *Le droit des mobilités*, Chaire E2S UPPA MOVE, CNRS, éd. LexisNexis, 2023, p. 291.
- « Les bibliothèques territoriales saisies par la loi », in Collectif, *Bibliothèques, objets politiques ?*, coll. L'Année des bibliothèques, Bull. des bibliothèques de France, ENSSIB, Paris, 2023, p. 16.
- « L'émergence d'un contentieux holistique ? », actes du colloque : *Le contentieux climatique : un nouveau procès administratif*, F.-X. Fort (dir.), Université de Montpellier, CREAM (EA 2038), mars 2022, *RJE* 2022, p. 735.
- « Bibliothèques locales et lecture publique : apports de la loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 », *AJCT* 2022, p. 211.
- « Justice climatique et excès de pouvoir : quel accès au juge pour l'Humanité ? », Dossier : Le contentieux climatique, *JCP A* 2021, étude 2207.
- « Littoral et domaine : les concessions de plages », Dossier : Littoral et collectivités, *AJCT* 2021, p. 178.
- « Les déchets du domaine. Variations autour de l'occasion », in R. Radiguet, M. Boul (dir.), *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020*, coll. Colloques et essais, vol. 139, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, LGDJ Lextenso, 2021, p. 205.
- « Les limites de la police municipale : le maire et les pesticides », actes du colloque : *Sécurité des activités et protection des patrimoines*, A.-M. Mamontoff (dir.), Université de Perpignan, décembre 2019, CRESEM (EA 7397, Perpignan), CERDACFF (EA 7267, Nice), LERSEM/IRSA (EA 4584, Paul Valéry Montpellier 3), *Sociétés. Revue des sciences humaines et sociales*, 2021/2, n° 152, p. 99.
- « La non-discrimination et l'intérêt public local en France », in C. Le Bris-Hervé (dir.), *Les droits de l'Homme à l'épreuve du local*, tome 3, coll. de l'ISJPS, vol. 59, éd. Mare & Martin, 2021, p. 45.
- « La neutralité politique des subventions locales », *JCP A* 2020, n° 48, étude 2311.
- « Loi d'orientation des mobilités : encadrement des engins de déplacement personnel, suite (et fin ?) », Dossier : Loi d'orientation des mobilités, *AJCT* 2020, p. 191.
- « Loi d'orientation des mobilités : de quoi 'gouvernance' est-il le nom ? », Dossier : La loi d'orientation des mobilités, *Revue juridique de l'environnement* 2020, vol. 45, n° 1, mars 2020, p. 11.
- « Quelles compétences reste-t-il au bloc communal ? », actes du colloque : *La fin des communes ?*, M. Doat, J.-F. Calmette (dir.), Université de Perpignan, juin 2019, CDED (EA 4216), *Pouvoirs locaux* 2019, n° 115, p. 43.
- « Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ? », actes du colloque : *Le droit au juge à l'épreuve du contentieux administratif de l'urbanisme*, M. Morales, R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, mars

2019, CDED (EA 4216, Perpignan), CREAM (EA 2038, Montpellier), IMH (EA 4657, Toulouse 1), *JCP A* 2019, n° 25, étude 2184.

- « Les régions et le droit des aides économiques », in N. Kada, H. Wollmann, V. Donier (dir.), *Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT) 2018*, éd. Le Moniteur, GIS-GRALE-CNRS, nov. 2018, p. 161.
- « Occupation du domaine public et mise en concurrence : focus sur la procédure simplifiée », Dossier : Ordonnance propriété des personnes publiques : quelles simplifications ?, *AJCT* 2017, p. 486.
- « L'intérêt à agir en contentieux administratif de l'urbanisme. Entre innovations et particularismes », coécrit avec Mme Nathalie Granier-Calvet, *JCP A* 2017, n° 43-44, étude 2266.
- « 'Loi Sapin 2' : évolution des droits de la domanialité et de la commande publiques », Dossier : Loi Sapin 2 : une transparence renforcée ?, *AJCT* 2017, p. 138.
- « De la magistrature au magistère. Sémantique du pouvoir d'influence des autorités administratives indépendantes », in *Indépendance(s) - Mélanges offerts au Pr. Jean-Louis Autin*, éd. Presses de l'UM1, janvier 2011, tome 1, p. 407.
- « La relance des contreparties », *Droit administratif*, juillet 2010, étude 13, p. 6.
- « Renault, EDF et autres : l'entreprise à participation publique au cœur de l'actualité », coécrit avec Mme le Pr. Pascale Idoux, *Droit administratif*, avril 2010, étude 8, p. 12.

▪ **Chroniques, actualités, commentaires et notes de jurisprudence**

- « Prohibition des aides à un culte et conditions financières de résiliation d'un BEA », note sous CAA Paris, 22 sept. 2023, *Commune de Bagnolet*, n° 22PA02509, *AJCT* 2024 à paraître.
- « Du contrat d'amodiation de places de stationnement devant le juge administratif », note sous TA Paris, 6 juillet 2023, *SA Établissements Yvan Stepanian c/ Ville de Paris*, n° 2106027, *AJCT* 2023, p. 689.
- « Domaine public : pas d'exception à l'inaliénabilité, à l'ombre des cerisiers », note sous TA Dijon, 30 juin 2023, *Association Sauvons les cerisiers de Lux*, n° 2101642, *AJCT* 2023, p. 638.
- « Réserves sur un possible retour de la réserve parlementaire », Éditorial, oct. 2023, *AJCT* 2023, p. 533.
- « Les subventions humanitaires des collectivités locales à la recherche d'une politique jurisprudentielle », note sous CAA Bordeaux, 7 févr. 2023, n° 20BX04222 - CAA Paris, 3 mars 2023, n° 22PA04811 - CAA Toulouse, 28 mars 2023, n° 21TL04824 - *AJCT* 2023 p. 289.
- « Libéralisation des libéralités aux associations : le pouvoir d'opposition du préfet devant le juge », note sous CAA Lyon, 22 décembre 2022, *Association Fraternité française*, n° 21LY000303, *JCP A* 2023, comm. 2162.
- « De la subvention locale humanitaire », Aperçu rapide, *JCP A* 2022, 728.
- « De l'incompétence à la compétence virtuelle en référé précontractuel », note sous CE, 9 juin 2020, *Métropole Nice-Côte d'Azur*, req. n° 436922, *AJDA* 2020, p. 2027.

- « Controverse autour de la neutralité politique d'une subvention associative », note sous CAA de Nantes, 5 octobre 2018, *Commune de Nantes et Association NOSIG*, req. n° 18NT01408, *JCP A* 2018, comm. 2310.
- « Le renouveau au long cours du référé précontractuel », note sous CE, 4 mai 2016, *Association départementale d'information sur le logement et l'énergie (ADILE) de Vendée*, req. n° 396590, *AJDA* 2016, p. 1928.
- « Cession de contrat et bail emphytéotique administratif », note sous CE, 7 déc. 2015, *Société nationale immobilière*, req. n° 375643, *AJDA* 2016, p. 1341.
- « Référé précontractuel et compétence de la personne publique candidate », note sous CE, 18 sept. 2015, *CNAM des Pays de la Loire*, req. n° 390041, *AJDA* 2016, p. 153.
- « Chronique de droit public des affaires - février à mai 2011 » coécrit avec Mme le Pr. Emmanuelle Marc et Mme Marie De Coninck, *Revue Lamy Collectivités Territoriales (RLCT)*, juin 2011, chron. p. 29.

*